

N° : 2007-05-02
Service : Finances

OBJET : GARANTIE D'EMPRUNT "ALLIADE HABITAT"
ACQUISITION EN VEFA DE 7 LOGEMENTS – 21 RUE DE LA CONVENTION
A OULLINS

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la demande de la Société ALLIADE HABITAT visant à obtenir la garantie à hauteur de 15% d'un emprunt d'un montant de 984 246 euros destiné à financer l'opération d'acquisition en VEFA de 7 logements situés 21 rue de la convention à Oullins ;

Vu le rapport établi par Monsieur le Maire ;

Mesdames, Messieurs,

Vu l'article R 221-19 du code monétaire et financier ;

Vu les articles L2252-1 et L2252-2 du Code Général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du code Civil ;

- DELIBERE –

À L'UNANIMITÉ des membres présents

Article 1 : La commune de VILLE OULLINS accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de 147 636.90 euros (cent quarante sept mille six cent trente six euros et quatre vingt dix centimes), représentant 15 % d'un emprunt d'un montant de 984 246 euros que ALLIADE HABITAT se propose de contracter auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Ce prêt est destiné à financer l'acquisition en VEFA de 7 logements situés 21 rue de la convention à Oullins.

Article 2 : Les caractéristiques du prêt PLS Foncier consenti la Caisse des dépôts et consignations sont les suivants :

Echéances : annuelles
Durée totale du prêt : 50 an(s)
Différé d'amortissement : 0 an(s)
Taux annuel de progressivité : 0.00 %

Le taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont susceptibles de varier en fonction de la variation du taux du livret A et/ou du taux de commissionnement des réseaux collecteurs.

En conséquence, les taux du livret A et de commissionnement des réseaux collecteurs effectivement appliqués au prêt seront ceux en vigueur à la date d'effet du contrat garanti par la présente délibération.

Article 3 : Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la commune s'engage à effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la Caisse des dépôts et consignations par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil Municipal autorise le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

**POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,**

François-Noël BUFFET